

Les nouvelles de mars 2021

— Version diffusable et imprimable —

Les satellites 5G « Starlink » et les fantasmes libertariens d'Elon Musk

En préambule nous rediffusons notre **pétition** - qui gagne en ampleur -
contre l'installation de caméras de vidéosurveillance à Marcillac-Vallon.

Merci de la partager largement autour de vous :

« [Non aux caméras à Marcillac-Vallon](https://www.mesopinions.com/petition/droits-homme/aux-cameras-marcillac-vallon/130594) »

<https://www.mesopinions.com/petition/droits-homme/aux-cameras-marcillac-vallon/130594>

Et voici le **communiqué final** avec tous les signataires [PDF]

« [Des caméras à Marcillac-Vallon, est-ce bien raisonnable ?](https://ccaves.org/blog/wp-content/uploads/communique-definitif-cameras-de-marcillac-2021-15-mars-2021.pdf) »

<https://ccaves.org/blog/wp-content/uploads/communique-definitif-cameras-de-marcillac-2021-15-mars-2021.pdf>

Ce mois-ci, beaucoup de citations,
nombre d'entre vous les plébiscitent !

**« Jusqu'ici, la seule résistance à la numérisation qui a pris de l'ampleur
et perturbé quelque peu la technocratie, c'est le rejet des compteurs
Linky. Cela donne des pistes. Surtout, ne pas rester seul avec la peur de
passer pour un blaireau rétrograde : il y en a toujours d'autres près de
chez nous ! »**

Matthieu Amiech sur *Médiapart*

« La gestion de la crise sanitaire nous entraîne vers une société-machine »

<https://ccaves.org/blog/wp-content/uploads/amiech-mediapart.odt>

Dans *L'Empaillé* de mars 2021, nous pouvons lire ceci

« **Proposer, parfois ça ne pourrait être qu'une simple phrase.**

Il suffit de temps en temps d'un petit pet de folie qui fait qu'on ferait un pas de côté, et on se rendrait compte de ce qui importe vraiment (...)

ce qui compte c'est pas la soirée, c'est le lendemain matin.

C'est ce qui va rester de ce qu'on fait. » *Alain*

« **La lutte est constituée de fronts pour le combat et de bases arrières pour le rêves** (...) Alors pourquoi continuer à occuper un territoire ? Parce que c'est peut être dans des pays éprouvants que l'on ne s'endort pas. **Parce qu'il s'agit de préserver un esprit, tellurique et ancestral** (...) Parce qu'il est bon d'opposer à ce mot perdu qu'est « l'énergie » un autre concept qui ne sera jamais employé à propos des machines : **la vitalité** ».

Pasolini dans son film *La Rage* (1963) explique :

« **la tradition, c'est la grandeur qui peut s'exprimer en un geste.** Mille ancêtres ont vu ce geste, et à travers les siècles il est devenu pur comme le mouvement d'un oiseau. **Mais seule la révolution sauve le passé** ».

Il s'agit donc de se battre pour continuer à affiner ces gestes, refuser de s'en faire déposséder. Donner une autre définition à la modernité »

L'Empaillé, mars 2021 « Corbières don't touch me »

<https://lempaille.fr/lempaille-regional-feu>

« *Avec Starlink, Elon Musk privatise et pollue l'espace* »

« **Les objets célestes étudiés par les astrophysiciens sont très peu lumineux, toute autre source de lumière peut être une gêne considérable. Cela les oblige à s'éloigner des zones urbaines et de la pollution lumineuse pour observer le ciel,**

dit à *Reporterre* Roland Lehoucq, astrophysicien au CEA Paris-Saclay.

Avec les satellites Starlink, surtout à leur lancement quand ils sont encore relativement groupés, ils forment des traînées lumineuses qui polluent toutes les observations ou photos du ciel et qui rend impossible le travail des astronomes », déplore-t-il.

Vouloir observer des objets célestes à ce moment-là, c'est comme si vous tentez d'observer une flamme de bougie et qu'un phare maritime vous éclaire en même temps. »

6 mars 2021, *Reporterre* — Justin Carrette

<https://reporterre.net/Avec-Starlink-Elon-Musk-privatise-et-pollue-l-espace-L-enquete-de-Reporterre>

Starlink vise la conquête marchande de l'espace...

« Les auteurs rappellent également l'émergence du mouvement libertarien *Free Market Environmentalism* (« Écologie de marché ») en 1979, qui portait l'idée que personne n'avait intérêt à préserver des ressources possédées en commun, et qu'en conséquence, le moyen le plus sûr de protéger la nature était de la privatiser intégralement « de façon que chaque portion de la planète possède un propriétaire et un protecteur ». Elon Musk, avec son entreprise *SpaceX*, se positionne comme « propriétaire » et « protecteur » de l'espace, persuadé, avec sa constellation *Starlink*, d'être le garant d'une gestion qui va dans le sens du progrès et de l'évolution humaine.

3 mars 2021, *Reporterre* — Justin Carrette
<https://reporterre.net/Starlink-vise-la-conquete-marchande-de-l-espace>

« **CES TECHNOLOGIES ONT QUELQUE CHOSE D'ENSORCELANT.** Elles paraissent sublimer la pesanteur de la vie matérielle. Elles donnent l'impression de nous délivrer des contraintes du temps et de l'espace, des efforts physiques pour nous nourrir, des efforts moraux pour vivre avec les autres. On ne veut pas voir ce qu'il y a derrière l'écran, ni les dégâts sur la nature, ni les rapports de domesticité et d'exploitation abominables qui perdurent ou resurgissent. **Commander sur Amazon**, par exemple, c'est s'éviter un déplacement dans un magasin. Mais **c'est aussi commander au sens propre : donner des injonctions. C'est de la néo-domesticité.** (...) Aujourd'hui, les dirigeants politiques ne sont là que pour accompagner et stimuler le développement technologique. **Nous vivons dans une technocratie. La gestion de la pandémie par le pouvoir des experts et la fuite en avant technologique illustrent ce renoncement à la démocratie** ».

Matthieu Amiech sur *Médiapart*
« La gestion de la crise sanitaire nous entraîne vers une société-machine »
<https://ccaves.org/blog/wp-content/uploads/amiech-mediapart.odt>

MUTATION (ce que signifie *accélérer*)...

« **L'État et le capital obéissent aux impératifs de l'innovation technologique et investissent dans certains domaines afin d'accroître leur puissance.** Si vous en doutez, comparez *les moyens* alloués au numérique et à l'agriculture biologique en France. 12 milliards d'euros pour les plans Nano 2012, Nano 2017 et Nano 2022 (dont le principal bénéficiaire est le fabricant de puces STMicroelectronics) ; 160 millions par an pour le maintien ou la conversion à l'agriculture bio entre 2015 et 2020. (...) **L'eugénisme technologique** révèle sa brutalité inhumaine à la lumière de la crise, comme en témoigne cette tribune d'un étudiant en histoire et de l'infectiologue Odile Launay publiée dans *Libération*, pour reléguer gentiment mais fermement les vieux et les faibles à l'écart :

« L'égalité ne doit pas faire oublier que toutes les tranches de vie ne se "valent" pas [...] Pourquoi ne pas leur réserver des horaires aux heures creuses dans les supermarchés ? Affréter des taxis dont le coût serait pris en charge pour les déplacements essentiels ? Prévoir des livraisons à domicile de nourriture et de biens de première nécessité ? Vérifier l'installation informatique des plus anciens pour leur assurer une relation au moins virtuelle avec leur famille ? Ou encore, dans le cas d'une réouverture des salles de spectacle, mettre en place des sessions réservées aux plus fragiles, et d'autres aux moins vulnérables ? » (...)

Mutation : au-delà du techno-capitalisme

Un an après le déclenchement de la pandémie, voici un tableau provisoire. **D'un côté, les gagnants de la crise** : la « Tech » et la Silicon Valley, Walmart et les hypermarchés, la Chine, Amazon et les livraisons à domicile, les usines « 4.0 » et les robots, les milliardaires, Arkema, le Plexiglas et la chimie, la télé, les applis de visioconférence, le podcast, le paiement sans contact, l'immobilier péri-urbain, la voiture, le vélo électrique, les drones, Doctolib et la télémédecine, les start up du numérique, les consoles de jeu et les loisirs en ligne, la 5G, l'industrie pharmaceutique, les congélateurs, les machines à pain, à café et à raclette, le livret A, les distributeurs automatiques de pizzas, l'« intelligence » artificielle, la bande dessinée, les perceuses, Tinder, les réseaux sociaux, les anxiolytiques, Netflix, les actionnaires, le virtuel.

De l'autre, les perdants : les boîtes de nuit et cabarets, les bistrotts, les hôtels et restaurants, les brasseurs et viticulteurs, l'argent liquide et les chèques, les vieux, les fleuristes, les vide-greniers, les pauvres, les transports publics, l'aéronautique et l'industrie automobile, les stations thermales, les agences de voyage, le tourisme, les stations de ski, les médecins de montagne, les festivals, le spectacle vivant et le cinéma, les jeunes, les bouquineries, les boutiques d'habillement et autres de centre-ville, les fers à repasser, la publicité, les foires et salons, les chômeurs, les sportifs et les artistes amateurs, la vie directement vécue.

(...)

Le capitalisme mute, comme le virus, sous l'effet de l'emballement technologique, mais son « renforcement », comme l'appelle Robert Boyer, constitue en fait ce que les théoriciens marxistes - et Marx lui-même - nommaient plutôt « dépassement ». L'émergence, des flancs de la vieille société, d'une société nouvelle où l'acquisition de puissance compte davantage que l'accumulation du capital, et dicte sa loi, sa rationalité, au capital et à l'État eux-mêmes, qui la financent et la protègent. L'un et l'autre y trouvant leur compte sous forme de profits et de pouvoirs supplémentaires.

(...)

Quelles que soient les sociétés considérées, communistes ou libérales, étatiques ou parlementaires, « despotiques asiatiques » ou « libérales occidentales », c'est en faveur de la haute technocratie, de la couche supérieure de la classe technocratique, dont la volonté de puissance s'enfle des gains accumulés durant la crise, que s'accroît le rapport de forces. **La mutation est la poursuite de la lutte de classes par d'autres moyens.**

Au sommaire

1. Starlink, le plan géant d'Elon Musk pour occuper l'espace.
Dossier Reporterre (3 articles)
2. Elon Musk veut installer Mars au Mont-Saint-Michel
Charlie Hebdo
3. Lettre ouverte à Elon Musk et SpaceX
« *Des abeilles, des humains et des satellites* »
4. Santé environnementale et Plan cancer : un collectif d'associations (*Priartem, Réseau Environnement Santé...*) interpelle Emmanuel Macron

Lutte contre les antennes-relais

5. Technologie 5G, c'est la technologie utilisée par les radars civils et militaires. Par le *CRIIREM* et le Pr Le Ruz
6. Fréquences 5G : en 1980, une étude jugée alarmante chez les rats exposés aux hyperfréquences. Par le *CRIIREM* et le Pr Le Ruz
7. Le directeur général de la Fédération française des Télécoms annonce que des antennes relais ne seront pas installées sur les communes qui les auront refusées
8. Deux à trois fois plus de symptômes que la moyenne nationale. Pays de Redon : l'implantation de l'antenne relais 5G ne passe pas — *France 3*
9. Télécommunications, 5G... : des anarchistes revendiquent une tentative d'incendie dans les Alpes-de-Haute-Provence
10. Sur une chanson des Pink Floyd, manifestation enfants contre antenne relais 3G 4G 5G - Irlande

École numérique

11. La vermine dans les yeux.
Texte décapant, âmes sensibles s'abstenir : une professeur met les parents et l'institution devant leurs responsabilités
12. L'enseignement numérique ou le supplice des danaïdes.
Austérité, surveillance, désincarnation et auto-exploitation.
lundimatin

Technologie de contrainte

13. Pour veiller au port du masque dans les transports, des caméras vous surveillent — *HuffPost*
14. Matthieu Amiech : « La gestion de la crise sanitaire nous entraîne vers une société-machine » — *Mediapart*
15. Mutation (ce que signifie *accélérer*) — *Pièces et Main d'Œuvre*
16. « Je ne veux pas d'une vie entièrement numérique ». Quand tout s'arrête dans la Drôme involontairement, expérience d'une vie sans portables — *Reporterre*

1. Starlink, le plan géant d'Elon Musk pour occuper l'espace. Trois articles de Reporterre

01/03/2021, REPORTERRE 1/3

« **Starlink, le plan géant d'Elon Musk pour occuper l'espace** »

par Justin Carrette

<https://reporterre.net/Starlink-le-plan-geant-d-Elon-Musk-pour-occuper-l-espace>

Pour Starlink, c'est autre chose. Les satellites sont envoyés depuis les États-Unis et la régulation ne semble pas ou très peu s'appliquer dans l'espace. Elon Musk peut envoyer des satellites et les faire graviter au-dessus de l'Hexagone sans réel contrôle préalable. Plusieurs milliers, qui plus est, qui émettent en permanence des ondes électromagnétiques vers le sol français. (...)

550 kilomètres nous séparent des premiers satellites de SpaceX, la société d'Elon Musk. En plus de les voir rayonner parmi les vraies étoiles de notre ciel rayonner parmi les vraies étoiles de notre ciel une fois la nuit tombée, les 12.000 satellites prévus à terme vont pouvoir transmettre une connexion haut débit en France et en Europe à partir du milieu de l'année 2021. (...)

Concrètement, si on lance une recherche internet via Starlink, l'information sera envoyée au routeur Wifi, puis à l'antenne domestique placée sur le toit ou le balcon. Cette antenne dirigée vers le ciel va envoyer l'information au satellite le plus proche, qui va lui-même envoyer l'information à une station au sol pour la connexion. L'information va ensuite effectuer le chemin inverse jusqu'au routeur Wifi de l'utilisateur. (...)

Les fournisseurs d'internet par satellite, comme NordNet en France, proposent ce genre de services. Ce qui différencie le projet Starlink de ce qui existe, c'est avant tout le nombre de satellites et l'ampleur des infrastructures. NordNet, qui appartient au groupe Orange, utilise un seul satellite en orbite géostationnaire (qui ne bouge pas) à 36.000 km d'altitude ce qui lui permet de couvrir une zone très large. (...)

Annoncé pour la première fois en 2015, le projet semble se concrétiser en France à la surprise générale, sans informations précises quant à l'utilisation des antennes domestiques. Mardi 16 février, soixante nouveaux satellites ont été déployés par SpaceX. Avec 1.145 satellites, Starlink constitue désormais la constellation la plus importante de l'histoire de l'aéronautique. (...)

Sophie Pelletier est présidente de l'association Priartem (Pour rassembler, informer et agir sur les risques liés aux technologies électromagnétiques) et elle est membre du Comité national de dialogue des fréquences, qui réunit des chercheurs, des scientifiques et des membres des différentes autorités de régulation comme l'Arcep ou l'ANFR.

« Ça fait au moins deux ans qu'on questionne les membres du comité de dialogue là-dessus. On nous répond : "On ne peut pas prendre Elon Musk au sérieux, il est fou ! Il fait beaucoup d'annonces et il n'y en a aucune qui se concrétise !" Finalement, maintenant que cela arrive en France, j'ai l'impression d'être la gamine qui criait au loup et que personne ne croit. »

02/03/2021, REPORTERRE 2/3

« Avec Starlink, Elon Musk innove dans la pollution »

par Justin Carrette

<https://reporterre.net/Avec-Starlink-Elon-Musk-innove-dans-la-pollution>

Avec l'envoi envisagé de 42.000 engins dans l'espace, dont 12.000 en orbite constante, l'offre de réseau internet haut-débit par satellite d'Elon Musk enserre la Terre. Cette profusion d'objets produit une énorme pollution lumineuse dans l'espace et met également en danger l'environnement terrestre.

« La 5G a au moins le mérite d'avoir fait émerger les problématiques climatique et énergétique, mais là, avec Starlink, on balance 42.000 satellites dans l'espace dans l'indifférence générale. » La question écologique n'est certes pas la première interrogation lorsqu'on évoque le projet Starlink. Mais Sophie Pelletier, présidente de Priartem (Pour rassembler, informer et agir sur les risques liés aux technologies électromagnétiques), tente d'obtenir des informations sur ce projet depuis plusieurs années. (...)

Pour réceptionner le signal des satellites, Elon Musk va devoir s'atteler à la construction de millions d'antennes domestiques. Dix mille Étatsuniens en sont déjà pourvus, et la moitié du pays se dit déjà prête à basculer vers cette nouvelle offre. Ces antennes ne seront pas produites aux États-Unis mais seront « *Made in Taiwan* ». Elles devront bien entendu être alimentées constamment en électricité chez le client. Ce qui signifie une consommation nouvelle de matières premières et tout autant de déchets à venir. La FCC (Federal communications commission - l'agence gouvernementale régulant les télécommunications) a déjà donné son feu vert à Starlink pour la mise en place d'un million de stations terrestres.

SpaceX continue aussi de produire des satellites à un rythme industriel, environ 120 par mois. Elle les envoie ensuite en orbite par lots, à des coûts relativement bas puisque l'entreprise réutilise ses propres lanceurs spatiaux. Ces satellites pèsent 227 kilogrammes chacun pour une taille équivalente à celle d'une grosse machine à laver. (...)

L'autre pollution générée par Starlink est celle de l'espace. Les satellites nouvellement envoyés sont régulièrement visibles dans le ciel nocturne. En effet, lors de la première phase de la mise en orbite, les engins se suivent et forment une ligne de points lumineux très visibles avant de se disperser et de rejoindre leur orbite finale.

Ce phénomène inédit a entraîné une levée de boucliers des astronomes et des amoureux de l'espace, qui voient leur instrument de travail ou plaisir visuel, le ciel, irrémédiablement dégradé.

« Les objets célestes étudiés par les astrophysiciens sont très peu lumineux, toute autre source de lumière peut être une gêne considérable. Cela les oblige à s'éloigner des zones urbaines et de la pollution lumineuse pour observer le ciel », dit à Reporterre Roland Lehoucq, astrophysicien au CEA Paris-Saclay. Avec les satellites Starlink, surtout à leur lancement quand ils sont encore relativement groupés, ils forment des traînées lumineuses qui polluent toutes les observations ou photos du ciel et qui rend impossible le travail des astronomes », déplore-t-il. Vouloir observer des objets célestes à ce moment-là, c'est comme si vous tentez d'observer une flamme de bougie et qu'un phare maritime vous éclaire en même temps. » (...)

C'est le même esprit que la diatribe d'Emmanuel Macron sur les amishs et le développement de la 5G. Roland Lehoucq, astrophysicien au CEA Paris-Saclay, propose une approche différente. : *« Est-ce que c'est un progrès technologique qui permettra à la Terre de rester habitable ? La réponse est non. » (...)*

Même s'il est faible, le niveau d'exposition constant imposé par ces satellites inquiète. En premier lieu, les personnes qui se disent électrosensibles, comme Sophie Pelletier. En 2017, lors d'un Comité de dialogue auquel elle participe avec des experts du secteur des télécommunications, l'un des membres souligne que *« la multiplication des réseaux, qu'ils soient satellites ou autres, va entraîner une pollution partout : l'électrosmog »*. Ce terme traduit la densification du champ électromagnétique dans lequel nous baignons constamment. Cette *« pollution »* non visible à cependant des effets sur la santé de personnes qui se disent sensibles aux ondes électromagnétiques. (...)

Ce qui pose question également, ce sont les valeurs d'exposition des antennes domestiques pour communiquer avec les satellites en orbite. *« Il faudra peut-être mettre en place une zone d'exclusion autour de l'antenne domestique, comme il en existe pour les antennes 5G »*, dit Guy Pujolle, professeur émérite au Laboratoire d'informatique de Sorbonne Université (Lip6) et auteur de *Faut-il avoir peur de la 5G ?* (Larousse, septembre 2020).

Ces antennes déjà disponibles en précommande recevront, mais surtout émettront un signal vers l'espace. Dans un échange de courriels avec l'ANFR, un responsable a répondu à Sophie Pelletier : *« La difficulté est que nous n'avons, a priori, pas d'éléments chiffrés pour l'exposition créée par une installation radioélectrique chez un particulier qui pointe vers les satellites. »*

Gilles Brégant justifie cette absence d'information : *« Starlink n'a pas à nous transmettre de documents ou de justificatifs. En Europe, on a un système d'autocertification, c'est-à-dire que n'importe quel importateur peut apporter sur le marché européen des appareils émissifs (comme les antennes domestiques Starlink). C'est après leur importation et leur mise en circulation que l'ANFR va effectuer des mesures pour voir si tout est conforme. Ce système mise sur la responsabilité des fabricants. Nous prélèverons sans doute une antenne Starlink pour voir si elle répond aux normes »*, indique-t-il.

Même son de cloche chez l'Anses, qui réalise des mesures des taux d'expositions près des antennes 5G par exemple. *« On n'a pas encore assez d'éléments concrets sur ces antennes pour fournir des réponses à vos questions, mais nous travaillerons prochainement là-dessus. »*

Pour Guy Pujolle, « avec les satellites, les fréquences sont moins surveillées, il y a moins d'études. Je pense que c'est un vrai problème. » Ce spécialiste des réseaux insiste : « La 3G et la 4G, on commence à maîtriser, à être documenté à leur sujet ; la 5G, c'est déjà un peu plus compliqué, mais Starlink... on a très peu d'informations. » Un déficit d'informations critique alors que Starlink va engendrer une pression considérable sur l'environnement terrestre et spatial.

03/03/2021, REPORTERRE 3/3

« Starlink vise la conquête marchande de l'espace »

par Justin Carrette

<https://reporterre.net/Starlink-vise-la-conquete-marchande-de-l-espace>

Le réseau de satellites Starlink doit rendre l'accès à internet haut-débit possible partout sur la planète. Les militaires et les particuliers isolés — s'ils en ont les moyens — pourraient en bénéficier mais ce ne sera pas le cas d'une grande partie de la population mondiale. Ce déploiement servira en revanche d'appui pour les projets de conquête marchande de l'espace.

(...)

Dans son livre *Le Nouvel impérialisme* (Oxford University Press, 2003) le géographe économiste David Harvey estime que « la tendance générale de toute logique capitaliste du pouvoir n'est pas de laisser des territoires à l'écart du développement capitaliste, mais de les ouvrir continuellement à celui-ci ».

(...)

Lors d'une session du Comité de dialogue des fréquences qui réunit des experts du secteur des télécommunications, Sophie Pelletier, présidente de Priartem (Pour rassembler, informer et agir sur les risques liés aux technologies électromagnétiques), a demandé : « *Quel est l'intérêt de développer des constellations qui vont couvrir l'ensemble du monde et modifier de manière durable, grâce à des investissements de long terme, la composition électromagnétique de notre atmosphère, pour me connecter à internet en plein désert ?* » « *Il ne faut pas oublier un point : dans le désert se déroulent aussi des opérations militaires* », lui a répondu l'un des membres.

(...)

Dans les conditions d'utilisations de Starlink, un utilisateur a relevé des informations intrigantes, aussitôt reprises par plusieurs médias comme *The Independent*. À la section neuf des conditions, Starlink explique que les services fournis autour de la Terre ou de la Lune suivront la loi régie par l'État de Californie. Jusque-là rien d'anormal, mais la partie suivante laisse songeur : « *Pour les services fournis sur Mars, ou en transit vers Mars via un vaisseau spatial, de colonisation ou non, les parties reconnaissent que Mars est une planète libre et qu'aucun gouvernement basé sur Terre n'a d'autorité ou de souveraineté sur les activités martiennes. En conséquence, les différends seront réglés par des principes d'autogestion, établis de bonne foi, au moment de l'installation.* »

« Fantômes libertariens »

Pour Daniele Pitrolo, ces projets sont révélateurs de la vision politique d'Elon Musk : « *La conquête de l'espace, c'est le fantasme des libertariens.* » Starlink est d'ailleurs loin d'être le seul acteur de cette nouvelle conquête spatiale. Jeff Bezos, avec son projet Kuiper et Gregory Wyler, milliardaire de l'informatique avec son projet OneWeb veulent eux aussi envoyer à eux deux environ 8.500 satellites en orbite basse, et commercialiser un service de haut-débit.

Dans leur livre La finance autoritaire (Raisons d'agir, 2021), les sociologues Marlène Benquet et Théo Bourgeron écrivent que cette philosophie politique « correspond à un nouveau moment de la pénétration par les logiques capitalistes de territoires extérieurs à elles-mêmes, les espaces naturels ».

Les auteurs rappellent également l'émergence du mouvement libertarien Free Market Environmentalism (« Écologie de marché ») en 1979, qui portait l'idée que personne n'avait intérêt à préserver des ressources possédées en commun, et qu'en conséquence, le moyen le plus sûr de protéger la nature était de la privatiser intégralement « de façon que chaque portion de la planète possède un propriétaire et un protecteur ». Elon Musk, avec son entreprise SpaceX, se positionne comme « propriétaire » et « protecteur » de l'espace, persuadé, avec sa constellation Starlink, d'être le garant d'une gestion qui va dans le sens du progrès et de l'évolution humaine.

2. Elon Musk veut installer Mars au Mont-Saint-Michel

03/03/2021, CHARLIE HEBDO #1493 | Claude Ardid

<https://charliehebdo.fr/2021/03/societe/elon-musk-veut-installer-mars-au-mont-saint-michel/>

C'est une météorite qui est tombée sur Saint-Senier-de-Beuvron, un village de 356 habitants au cœur de la Manche : la construction d'une station satellitaire par une multinationale, propriété du milliardaire Elon Musk, le numéro un de Tesla.

« Ils vont nous coller des dômes de 2,31 m de diamètre rehaussés de pylônes électriques de 3 m de hauteur en plein bocage ! Juste en face de l'un des plus beaux monuments au monde. » Serge Provost, 72 ans, ancien éleveur, traverse son salon, ouvre la porte qui donne sur la terrasse. Au loin, derrière une rangée d'arbres, la silhouette du Mont-Saint-Michel. *« Une saloperie de plus, sans rien demander à qui que ce soit ! »* Serge Provost ne décolère pas. La faute à Elon Musk, le directeur général de Tesla, constructeur de voitures électriques, deuxième fortune de la planète. Avec son usine Gigafactory 4, à Berlin, il se voit déjà comme le grand maître des communications du futur.

(...)

L'ancien paysan découvre aussi que SpaceX est associé à Starlink, société spécialisée dans l'accès à l'Internet à très haut débit. Il déploie une carte du Grand Ouest sur la table de sa salle à manger : « *Vous voyez toutes ces dizaines de points rouges là, en Bretagne, puis près de nous, en Normandie ? Eh bien, ce sont des fermes frappées de plein fouet par les ondes électromagnétiques. Elles tuent nos troupeaux à petit feu ! Et voilà que SpaceX va nous inonder de fréquences radioélectriques de 18 et 28 GHz ! Honteux... »*

3. Lettre ouverte à Elon Musk et SpaceX

SUJET : *Des abeilles, des humains et des satellites*

Arthur Firstenberg, scientifique et auteur

« Open Letter to Elon Musk & SpaceX - SUBJECT: *Of bees, humans, and satellites* »

<https://stop5ginternational.org/open-letter-to-elon-musk-spacex/>

« Si vous exposez des abeilles domestiques à un téléphone portable ordinaire pendant seulement dix minutes, leur métabolisme s'arrête. Les glucides, les graisses et les protéines s'accumulent dans leur sang. Elles ne peuvent plus métaboliser leur nourriture ni utiliser l'oxygène qu'elles respirent. Et comme les mêmes radiations nous baignent tous, à un degré plus ou moins élevé, partout sur Terre, la même chose arrive à chaque être vivant. Cela se produit plus rapidement chez les abeilles que chez nous, car les abeilles ont un métabolisme beaucoup plus élevé. Les radiations proviennent de toutes les formes de technologie sans fil, sur Terre et dans l'espace, et elles sont traitées comme si elles n'existaient pas.

Nous vous écrivons en ce moment parce que SpaceX est en train d'entourer la Terre d'un réseau de milliers de satellites dont le but est d'irradier chaque centimètre carré de la Terre. SpaceX, comme tout le monde, traite les radiations comme si elles n'existaient pas. Comme si les mitochondries de nos cellules ne dépendaient pas du passage ininterrompu des électrons de la nourriture que nous digérons à l'oxygène que nous respirons. Comme si nos systèmes nerveux et nos cœurs n'étaient pas soumis aux interférences des fréquences radio comme n'importe quel équipement électronique (...)

Nous vous écrivons aujourd'hui pour vous demander d'arrêter le projet Starlink car il est très destructeur. Bien que les satellites ne soient qu'à quelques centaines de kilomètres de hauteur, même les minuscules niveaux de rayonnement qui atteindront la surface de la Terre sont plus élevés que les niveaux des tempêtes solaires qui ont été corrélés avec les échouages de baleines - des baleines qui vivent dans des océans qui, jusqu'à présent, n'ont pratiquement pas été soumis à des rayonnements d'origine humaine. Et les satellites sont situés dans l'ionosphère de la Terre, qui contrôle le circuit électrique mondial avec lequel nous avons tous évolué, et qui traverse les corps de tous les êtres vivants en allant du ciel à la Terre, en passant par la Terre et les océans, et en remontant vers le ciel pendant les orages. Nous polluons ce circuit avec des milliards de fréquences électroniques à nos risques et périls. (...)

Nous vous demandons d'arrêter ce projet et de vous asseoir et de nous rencontrer, ainsi que nos collègues scientifiques et nos collègues de la communauté astronomique, qui viennent de créer la Safeguarding the Astronomical Sky Foundation (SASF). Le ciel appartient à tout le monde. Les conséquences de le remplir de milliers - potentiellement de dizaines de milliers - de satellites jetables sont nombreuses :

- rayonnement
- pollution visible du ciel nocturne
- interférence avec l'astronomie et la météorologie
- gaz d'échappement des fusées, contribuant à l'appauvrissement de la couche d'ozone et au changement climatique
- pollution du sol et de l'eau par l'utilisation intensive de spatioports de plus en plus nombreux
- accumulation de débris spatiaux
- la désorbitation et la combustion continues de satellites vieillissants, qui polluent l'atmosphère avec des poussières et des fumées toxiques
- probabilité toujours plus grande de collisions
- risque accru du syndrome de Kessler

Arthur Firstenberg, scientifique et auteur

« *The Invisible Rainbow - A History of Electricity and Life* », 2020
(*L'arc-en-ciel invisible – Une histoire de l'électricité et de la Vie*)

4. Santé environnementale et Plan cancer : un collectif d'associations (Priartem, Réseau Environnement Santé...) interpelle Emmanuel Macron

11/02/2021, RES — Réseau Environnement Santé | Communiqué :
« Faire de la santé environnementale un pilier du système de santé français »
<http://www.reseau-environnement-sante.fr/cp-collectif-sante-environnementale-lettre-macron/>

Santé environnementale :
l'activité humaine à l'origine de pollutions multiples

Le changement climatique n'est pas la seule conséquence de l'activité humaine. Mauvaise qualité de l'air, bruit, champs électromagnétiques, dégradation progressive des ressources et de la qualité de l'eau, aliments ultra-transformés, perturbateurs endocriniens, métaux lourds, produits cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques (CMR)...

Les substances extrêmement préoccupantes qui nous environnent sont reliées à l'incroyable développement des maladies chroniques depuis l'après-guerre, et en particulier en ce début de XXI^e siècle.

Des pollutions qui nous rendent malades

Cancers, obésité, diabète, troubles de la reproduction, du comportement, maladies neurodégénératives... **L'explosion des maladies chroniques est liée principalement à ces pollutions invisibles que nous avons créées. Le nombre des affections de longue durée (ALD) pour ces maladies a doublé entre 2003 et 2017 et les enfants ne sont pas épargnés. Chaque année en Europe, plus de 6 000 enfants décèdent des suites de cancers — dont plus de 500 en France — soit l'équivalent de 240 classes d'école.**

Une vulnérabilité accrue face aux nouveaux virus

La pandémie de Covid-19 a révélé la vulnérabilité particulière de celles et ceux qui souffraient d'affections sous-jacentes.

Il n'est donc pas possible de s'en tenir à une analyse simpliste qui relie uniquement à l'âge la vulnérabilité à la Covid-19 alors que ce sont au moins tout autant les facteurs de comorbidité liés aux maladies chroniques qui favorisent la gravité de la maladie.

Plan Cancer : un collectif d'associations interpelle Emmanuel Macron

« Santé environnementale, une priorité oubliée »

<http://www.reseau-environnement-sante.fr/cp-collectif-plan-cancer/>

Le CIRC (Centre international de recherche contre le cancer) annonce que le nombre de cas de cancers pourrait augmenter de 60 % dans le monde au cours des deux prochaines décennies, prévoyant notamment une croissance du nombre de cas en France en 2040 de 21% ainsi qu'une croissance du nombre de décès sur la même période de 35 %.

Les cancers chez les enfants ont augmenté de 13% en 20 ans.

Face à ce constat alarmant, la feuille de route de l'INCa qui mise sur une réduction de 60 000 cas par an de cancers évitables apparaît comme un vœu pieux car elle persiste dans une stratégie qui a montré son inefficacité en ne prenant pas en compte les enjeux de santé environnementale.

Lutte contre les antennes-relais

Rappelons que cette page de notre site est dédiée à cette question : piste juridique, arguments médiatiques, etc...

<https://ccaves.org/blog/antennes-relais-4g-5g-micro-antennes-antennes-relais-directive-photonique/>

5. Technologie 5G, c'est la technologie utilisée par les radars civils et militaires. *Par le CRIIREM et le Pr Le Ruz*

14/11/2020, CRIIREM — Centre de Recherche et d' Information Indépendant sur les Rayonnements Électro Magnétiques non ionisants : « 5G, radars, CEM compatibilité électromagnétiques »

<https://www.criirem.org/5g/5g-radars-cem>

Les radars civils et militaires et la 5G

Dans le cadre des études sur les effets sanitaires des rayonnements électromagnétiques émis par des Radars développées par la DGRST et la DRET, deux organismes de recherches militaires du Ministère des Armées, les points suivants sont à souligner :

1°) Les Radars sont classés en appareils de détection et de poursuite à des fins civiles et militaires utilisés dans l'aéronautique, l'aérospatiale, la navigation maritime et en relation avec les satellites. Ils fonctionnent avec des fréquences pulsées allant de 3 à 9 GigaHertz. Il existe aussi des Radars météorologiques à bord des avions, mais aussi dans les stations météorologiques et dans les tours de contrôles des aéroports, ils fonctionnent avec des fréquences allant de 4,5 à 9,4 GigaHertz.

Ces différentes fréquences Radars sont donc répertoriées comme appartenant à la technologie 5G.

2°) Dès 1980, le symposium international « Electromagnetic Waves and Biology » de Jouy-en-Josas organisé par l'Union Radio Scientifique Internationale (URSI), le Centre National de Recherche Scientifique (CNRS), l'International Radiation Protection Association (IRPA), la Bioelectromagnetics Society (BEMS-USA) et l'Organisation Mondiale de la Santé, faisait état de résultats alarmants concernant les effets athermiques des rayonnements émis par les Radars.

Des études ont été présentées, elles concluaient que l'exposition néonatale aux hyperfréquences Radars perturbait définitivement chez l'animal devenu adulte la physiologie de la reproduction, la physiologie de l'adaptation au Stress et portait aussi atteinte au système neurovégétatif hypothalamique.

De plus, le Bureau International du Travail (BIT) de Genève dans son opusculé 57 sur la protection des travailleurs contre les rayonnements des hyperfréquences des Radars indiquait que les effets athermiques probables chez l'homme correspondent à ceux prouvés par l'expérimentation animale, notamment pour ce qui est des impacts sur l'oeil (cataracte et lésions rétinienne), sur l'audition (effet Frey), sur la reproduction et les effets génétiques. Finalement le BIT concluait que les effets observés et les effets probables doivent être considérés comme dangereux et donc que la sécurité sanitaire devait être renforcée par un facteur additionnel.

Aujourd'hui, le Rapport sur l'attaque par hyperfréquences de l'Ambassade Américaine à Moscou est déclassifié. Il révèle que les employés avaient été exposés chroniquement pendant 9 heures par jour à des faibles signaux Radars allant de 9 à 19 V/m. Des aberrations chromosomiques et des taux de leucémies élevées avaient été détectés chez les enfants et les adultes exposés dans l'Ambassade Américaine.

De plus, ce Rapport met fin à la controverse sur le syndrome des micro-ondes ou maladie des hyperfréquences affectant certains travailleurs et militaires. Il corrobore aussi le fait que l'OMS classe les hyperfréquences ou micro-ondes dans le groupe 2B des agents cancérigène et que leurs effets sont répertoriés dans la Classification Internationale des Maladies au chapitre XII en index L57-8 et L58-9.

Enfin, la Délégation Générale pour l'Armement a développé l'utilisation des armes électromagnétiques (fusils, canons, drones, missiles et bombes) dans le but d'endommager, voire de détruire les installations électriques, électroniques, bioniques, satellitaires, aéronautiques des ennemis potentiels.

Ces effets perturbateurs et dommageables entrent dans le cadre de ce que les physiciens nomment la compatibilité électromagnétique ou CEM.

Concernant la 5G à des fins civiles, le Code des postes et des communications électroniques impose des exigences essentielles garantissant la compatibilité électromagnétique (CEM) entre les équipements et installations de communications électroniques avec une bonne utilisation du spectre des fréquences radioélectriques en évitant les interférences dommageables pour les tiers.

Or, les fréquences émises par la 5G sont très proches des fréquences utilisées par l'aéronautique, l'aérospatiale, la navigation maritime, les satellites et les Radars météorologiques. Des possibilités de dysfonctionnements CEM impliquant des phénomènes de résonance sont prévisibles et doivent être prises en compte.

De plus, des appareils électriques et électroniques fonctionnant dans l'environnement proche peuvent être aussi affectés, comme les appareils d'assistance médicale, tels que stimulateurs cardiaques ou pacemakers, pompes à médicaments, dispositifs intracrâniens et auditifs...

6. « Fréquences 5G : en 1980, une étude jugée alarmante chez les rats exposés aux hyperfréquences » *Par le CRIIREM et le Pr Le Ruz.*

12/11/2020, CRIIREM — Centre de Recherche et d' Information Indépendant sur les Rayonnements Électro Magnétiques non ionisants
<https://www.criirem.org/antennes-relais/frequences-5g-alerte-chez-les-rats>

Pierre LE RUZ a présenté les conclusions de ses recherches lors d'un symposium international (URSI-CNFRS, « Electromagnetic Waves and Biology) à Jouy-en- Josas, en juillet 1980, organisé par l'Union Scientifique Internationale (URSI) , le Centre National de Recherche Scientifique (CNRS), l'International Radiation Protection Association (IRPA), la Bioélectromagnetic Society (BEMS-USA) et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Les résultats obtenus ont été considérés comme alarmants. (...)

L'étude complète de Pierre LE RUZ a été transmise à l'ANSES en ce mois de novembre afin de compléter la liste des études qui seront prises en compte lors de l'élaboration du prochain rapport de l'ANSES sur l'impact sanitaire potentiel de la technologie 5G sur la population. (...)

En effet, des rats blancs de laboratoire exposés dès leur naissance pendant 15 jours (période néonatale) à des rayonnements d'hyperfréquences (3,5GHz) pulsés (500Hz) avec une densité de puissance de 5 milliWatts par centimètre carré (5mW/cm²) soit 11,5 V/m en champ électrique hyperfréquence, présentaient à l'âge adulte les troubles irréversibles suivants :

1. Une réduction significative du poids du corps, des glandes surrénales, des testicules (mâles) et des ovaires (femelles).
2. Un dysfonctionnement de la spermatogénèse caractérisée par des anomalies dans la structure cellulaire des testicules et par l'apparition de nombreux spermatozoïdes anormaux.
3. Une modification significativement élevée des hormones de la reproduction dans le plasma sanguin, qui indiquait que le fonctionnement physiologique de cette fonction était perturbée.

L'étude concluait que l'exposition néonatale du rat blanc de laboratoire aux hyperfréquences perturbait définitivement chez l'animal devenu adulte la physiologie de la reproduction (fonction gonadotrope), la physiologie de l'adaptation au stress (fonction corticotrope) et portait aussi atteinte au système neurovégétatif hypothalamique.

Enfin la question primordiale qui reste encore posée aujourd'hui est la suivante : les études scientifiques sur l'animal de laboratoire sont elles transposables à l'espèce humaine ?

7. Le directeur général de la Fédération française des Télécoms annonce que des antennes relais ne seront pas installées sur les communes qui les auront refusées.

Robin des Toits, 22/06/2020 [Émission *Terra Terre* « Ondes électromagnétiques, pour le meilleur et pour le pire ? » diffusée le 12 mai 2020 sur la chaîne Public Sénat, avec comme invités **Michèle Rivasi**, députée EELV, et **Michel Combot**, Directeur général de la Fédération française des Télécoms] Au cours de l'émission, le Directeur général de la Fédération française des Télécoms s'apitoie sur le sort des EHS et leur « *grande souffrance* ». Il déclare notamment que : « *Si un maire décide demain d'être, de rester en zone blanche, c'est effectivement sa décision et des antennes relais ne seront pas installées sur la commune.* » (à partir de 8'32" de l'émission*).

Nous invitons tous les maires qui refusent ou ont refusé l'installation d'antennes relais sur leur commune d'envoyer une copie de leur dossier, en faisant référence à cette déclaration, à :

M. Michel Combot
Directeur général
FÉDÉRATION FRANÇAISE DES TÉLÉCOMS
11-17 rue de l'Amiral Hamelin
75116 PARIS

Tél. +33 (0)1 47 27 72 69 | Mail : secretariat@fftelecoms.org

* VIDEO : <https://www.publicsenat.fr/emission/terra-terre/terra-terre-181764>

8. Deux à trois fois plus de symptômes que la moyenne nationale : « Pays de Redon : l'implantation de l'antenne relais 5G ne passe pas »

13/03/2021 FRANCE3 Bretagne

<https://france3-regions.francevinfo.fr/bretagne/pays-de-redon-l-implantation-de-l-antenne-relais-5g-ne-passe-pas-1997752.html>

L'opérateur prévoit d'installer ce pylône à moins de 100 mètres des premières habitations, près du château d'eau qui supporte aujourd'hui plusieurs antennes 3G et 4G. Les habitants

ont mené leur propre enquête de voisinage et selon eux, les ondes dégagées par ces antennes déjà en place ne sont pas anodines pour leur santé.

Régine Dubois habite dans le quartier. Cette ancienne infirmière mène le collectif de riverains "Château d'eau". "Les gens se plaignaient de symptômes, alors on a fait faire des analyses par un statisticien. Résultat : dans notre quartier, on a deux à trois fois plus de symptômes que la moyenne nationale : fatigue, maux de tête, insomnie, voire cancers. On est très inquiets."

9. « Télécommunications, 5G...: des anarchistes revendiquent une tentative d'incendie dans les Alpes-de-Haute-Provence »

09/03/2021 LE DAUPHINÉ Château-Arnoux-Saint-Auban

<https://www.ledauphine.com/faits-divers-justice/2021/03/09/alpes-de-haute-provence-des-anarchistes-revendiquent-la-tentative-d-incendie-d-un-batiment-de-telecom>

Une revendication en ligne | Le quotidien *La Provence* évoque, outre les traces d'hydrocarbure, un tag relatif à la 5G, sur l'une des façades du bâtiment visé. Car les télécoms sont au cœur d'une revendication de cet acte, relayée dès le 4 mars par plusieurs sites : InfoLibertaire.net ("répertoire de la presse alternative, militante et révolutionnaire"), le blog "sansnom" sur la plateforme *NoBlog* ("nouveau site anarchiste d'agitation") ou encore indymedia.org. Le message est sans ambages. « *Une petite contribution que l'État et ses journalistes ont bien voulu passer sous silence. Le 28 février, on a cramé les bureaux et un 4x4 de la société de télécoms GMS (filiale de Scopelec) à Château-Arnoux-Saint-Auban. GMS est le principal installateur de la 5G dans la région. On a aussi laissé un petit message : 3, 4, 5G... BOUM ! Guerre au technomonde. Nous frapperons encore et encore* », affirme le message posté en ligne.

10. Sur une chanson des Pink Floyd Manifestation enfants contre antenne relais 3G 4G 5G - Irlande

VIDEO ! : <https://www.qwant.com/?q=Manifestation%20enfants%20contre%20antenne%20relais%203G%204G%205G%20-%20Irlande&t=videos&o=0:bdc468b5cea98d3dfb236abfcd40ee46>

Pendant les vacances d'été, l'opérateur *VODAFONE* a implanté **une antenne de téléphonie mobile à proximité d'une école primaire**. Les classes de l'école se retrouvent directement dans le faisceau principal de l'antenne. Les enfants manifestent et demandent à être épargnés.

École numérique

11. « La vermine dans les yeux ». Texte décapant, âmes sensibles s'abstenir : une professeur met les parents et l'institution devant leurs responsabilités

08/03/2021 | BLOGS MEDIAPART

Monia Ben Romdan, professeur de lettres à Paris

<https://blogs.mediapart.fr/monia-ben-romdan/blog/080321/la-vermine-dans-les-yeux>

Au milieu d'un cours de lexicologie, un lundi matin, je me retrouve avec vingt gamins qui me parlent de rat violé et de bites de vieillards parce que vous êtes pas foutus de comprendre qu'acheter un smartphone à vos enfants est une mauvaise idée

« On travaillait tranquillement sur les mots dérivés avec les élèves de sixième. J'en étais à Vers/Vermisseau. Un gamin évoque intelligemment la vermine, on déplie les différents sens du terme : insectes, animaux grouillants, envahissants, qu'on peut écraser. Vers, puces, cafards, rats. Beurk, beurk, je rigole. Une petite lève la main : "Madame, l'autre fois sur snap y avait un mec qui expliquait qu'il avait violé un rat, et il en montrait le cadavre et tout." Ah oui ah oui crient les autres.

Je reste comme une conne avec mes lion/lionceau baleine/baleineau perdrix/perdreau, mon malheureux velleda et mon ridicule manuel de petit professeur de rien du tout. Bon.

On fait une pause sondage. Qui a un portable? Tous. Qui a des réseaux sociaux? 20/22. Je prends les précautions d'usage, puis : qui est déjà tombé sur des images pornos sur le net? Tous, même ceux qui ne lèvent pas la main : leur air est entendu.

Je demande s'ils ont cherché seuls. "Parfois on est curieux, mais en fait c'est souvent sur les réseaux. On reçoit des invitations de groupes d'inconnus ou d'amis avec des liens et quand on clique c'est des vieux qui se touchent, ou des seins, ou des trucs chelous..." Etc. Les filles ont reçu beaucoup, beaucoup de dickpics ; elles ont probablement vu plus de teubs que leur grand-mère. L'une d'entre elles me dit « une fois c'était un Monsieur vraiment vieux, genre soixante ans...» Pour rappel, en sixième, ils ont onze/douze ans.

Je demande quels parents vérifient leur usage d'internet. Ils me répondent que la plupart essaient mais ne savent pas faire.

Ça fait cinq ans que je reçois le même type d'excuses, tous milieux sociaux confondus, tous établissements confondus. Alors merde.

Aux chercheurs de ressorts logiques foireux , venez pas me la jouer psychanalyste de comptoir détendu par trois lectures de Freud : “non mais les gosses à cet âge ont déjà une sexualité, ils savent comment ça se passe ». J'en ai rien à foutre : ça ne me regarde pas, la sexualité de mes élèves ; ce n'est pas mon propos. Ça les regarde eux. Ils feront leur choix. Je fais de la prévention, comme tous mes collègues, dans un cadre spécifié par des textes et construit au préalable.

Non, ce qui me regarde, c'est qu'au milieu d'un cours de lexicologie un lundi matin je me retrouve avec vingt gamins qui me parlent de rat violé et de bites de vieillards parce que vous êtes pas foutus de comprendre qu'acheter un Iphone 11 à vos enfants est une mauvaise idée, que les laisser s'inscrire sur des réseaux sociaux est une mauvaise idée (« la limite d'âge? J'ai mis que j'étais né en 2000 madame »), que les laisser jouer en réseau avec des inconnus est une mauvaise idée, et surtout que vous êtes pas foutus de vérifier des paramètres de confidentialité de base avec une simple case à cocher : « empêcher les contacts inconnus de vous envoyer des messages. » Autant donner un flingue à un gamin sans même en enclencher la sécurité.

Que les gosses exagèrent ou non est un faux débat là-aussi : c'est leur représentation de ce qu'ils ont vu, perçu par eux comme monstrueux ou bizarre, qui ressort là. Vous êtes bien mignons de nous jouer les pères/mères la morale au moindre scandale sexuel pédophile ou incestueux , à coup de « peine de mort » et « dégénérés au bûcher » mais vous exposez vous-même vos gosses à des pratiques dignes des Cent vingt journées de Sodome par pure paresse, sous des prétextes fallacieux du type “tous ses copains en ont un” ; “il en a besoin pour que je l'appelle quand il rentre à la maison” ; “c'est pour ses devoirs”.

Tant que vous y êtes, filez leur un taz et emmenez-les en warehouse parce que la voisine a fait pareil ou qu'il doit faire un exposé de chimie.

Quand je leur ai demandé s'ils avaient pu en parler à leur parents, ils m'ont répondu que c'était hors de question et m'ont supplié de ne pas le dire. « Ma mère me défonce si je parle de ça ». Bah oui, évidemment. En plus de ne rien vérifier des contenus auxquels vous exposez vos enfants, vous les empêchez de vous en parler parce que c'est gênant pour vous ou qu'ils sont trop petits pour le moment. Un grand bravo. On refille encore le bébé au prof pour qui ce n'est absolument pas gênant d'expliquer ce qu'est une blue waffle (véridique) ou de signaler qu'une gamine mate Boku no Pico à deux heures du matin sur son téléphone au lieu de dormir (véridique).

Quand on en parle aux parents? « Ah oui mais c'est pas nous c'est les copains, mon fils/ma fille ne regarde pas ces choses-là ». « On est dépassés » que j'entends aussi. C'est pourtant simple, nom de Dieu: vous maîtrisez l'outil et vous pouvez en contrôler l'usage de la plus stricte manière possible; vous ne le maîtrisez pas et dans ce cas vous ne le donnez pas à vos enfants. Mais c'est plus facile de s'énerver uniquement lorsque le téléphone à huit cent balles est cassé.

Merde. Merde merde merde à vous.

C'est pas à moi d'expliquer à des gamins de onze ans que ce qu'ils voient sur le net est faux, que la sexualité n'a rien à voir avec ça, qu'ils auront le temps de découvrir tout ça plus tard.

C'est pas à moi de vous expliquer qu'il faut limiter le temps d'écran de votre petit sous peine de lui cramer les mirettes et les synapses.

C'est pas à moi de ramasser des enfants à la petite cuillère parce qu'on a publié des photos d'eux à poil sur des groupes snaps obscurs.

C'est pas à moi de comblez vos incapacités en éduquant vos enfants à ce qui n'a rien à voir avec ma matière, d'autant que vous viendrez vous plaindre après coup que l'école ne fait rien quand elle fait tout de même quelque chose.

Je m'y plie parce que je ne peux pas la fermer quand une gamine de onze ans tombe sur des enfonçages de godes (véridique, putain) parce qu'elle a cliqué sur le lien d'un déséquilibré inconnu d'elle et de vous alors qu'elle matait une story de fan club des BTS.

Mon langage vous choque : rien à foutre. C'est mille fois moins choquant que ce à quoi vous exposez sciemment vos enfants et ça vous réveillera peut-être un coup.

Faites votre putain de boulot de parents.

Et tenez, pour finir, un petit conseil de prof de français : si vous voulez que vos gosses lisent plutôt que d'aller sur le net, montrez-leur l'exemple au lieu de leur ordonner de lire comme une corvée entre les deux emojis que vous envoyez à votre plan cul, le nez vissé à votre smartphone. Ça m'évitera de vous refaire la leçon, j'ai jamais aimé cette posture. »

12. « L'enseignement numérique ou le supplice des danaïdes ». Austérité, surveillance, désincarnation et auto-exploitation...

15/02/2021 LUNDIMATIN

<https://lundi.am/L-enseignement-numerique-ou-le-supplice-des-Danaïdes>

Où l'on apprend comment les étudiants en STAPS de Grenoble et Saint-Étienne ont fait les frais de la numérisation-déshumanisation de l'enseignement bien avant l'apparition du coronavirus. Et comment ce dernier pourrait bien avoir été une aubaine dans ce processus de destruction programmé – via notamment la plate-forme FUN (sic). (...)

Les plateformes numériques d'enseignement ne datent pas de la série quasiment continue de confinements imposés aux universités depuis mars 2020. Enseignante en géographie à l'Université Grenoble Alpes, je constate le développement croissant d'« outils numériques d'enseignement » dans mon cadre de travail depuis plus d'une dizaine d'années. En 2014, une « licence hybride », en grande majorité numérique, est devenue la norme à Grenoble et à Saint-Étienne dans les études de STAPS, sciences et techniques des activités physiques et sportives. En 2020, tous mes enseignements sont désormais numériques à la faveur de l'épidémie. Preuves à l'appui, ce texte montre que le passage total au numérique n'est pas une exceptionnalité de crise mais une aubaine inédite d'accélération du mouvement de numérisation global de l'enseignement supérieur en France. La souffrance et les dégâts considérables que provoque cette numérisation de l'enseignement étaient aussi déjà en cours, ainsi que les résistances. (...)

Enfin, en octobre 2019, était publié sur le site du ministère de l'Enseignement supérieur un rapport intitulé « Modèle économique de la transformation numérique des formations dans les établissements d'enseignement supérieur », écrit par Éric Pimmel, Maryelle Girardey-Maillard et Émilie-Pauline Gallie, inspecteurs généraux de l'éducation, du sport et de la recherche. Le rapport commence par le même invariable constat néolibéral d'austérité : « croissance et diversité des effectifs étudiants, concurrence nationale et internationale, égalité d'accès à l'enseignement supérieur dans les territoires et augmentation des coûts, dans un contexte budgétaire contraint », qui nécessitent donc un développement généralisé de l'enseignement numérique. La préconisation principale des autrices·teurs du rapport tient dans une « réorganisation des moyens » des universités qui : « consiste notamment à réduire le volume horaire des cours magistraux, à modifier les manières d'enseigner (hybridation, classes inversées...) et à répartir différemment les heures de cours, voire d'autres ressources, comme les locaux par exemple. Les économies potentielles doivent être chiffrées par les établissements qui devront, pour ne pas se voir reprocher de dégrader les conditions d'enseignement, redéployer ces montants dans les équipements ou le développement de contenus pédagogiques. » (...)

A Grenoble, la licence "pionnière" de STAPS-Sciences et Techniques des activités physiques et sportives

En 2014 et dans le cadre des politiques financières décrites précédemment, était lancée à Grenoble une licence « unique en son genre » de STAPS- Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives dont voici le fonctionnement :

« Les universités Grenoble-Alpes et Jean-Monnet-Saint-Étienne proposent une licence STAPS, parcours « entraînement sportif », unique en son genre : la scolarité est asynchrone, essentiellement à distance, et personnalisée.

Cette licence s'appuie sur un dispositif de formation hybride : les étudiant·e·s s'approprient les connaissances chez eux, à leur rythme avant de les manipuler lors de cours en présentiel massés.

Le travail personnel à distance s'appuie sur de nouvelles pédagogies dans l'enseignement numérique : les cours vidéos, les screencasts, quizz et informations complémentaires s'articulent autour de parcours pédagogiques ; des sessions de classe virtuelle sont également organisées à distance ».

(...) Dès 2017, des enseignant·e·s de STAPS faisaient paraître un texte avec la section grenobloise du syndicat FSU - Fédération Syndicale Unitaire - intitulé « Les STAPS de Grenoble sont-ils un modèle à suivre ? » [Fédération Syndicale Unitaire (FSU)]. Les auteur·trice·s expliquaient que, en 2014, la présidence de l'université avait instrumentalisé un « dilemme impossible : “la pédagogie numérique ou la limitation d'accueil” ». Il s'agit ici d'un exemple significatif de technique néolibérale de capture de l'intérêt liée à la rhétorique de l'austérité. Ce même non-choix a été appliqué dans l'organisation de la PACES à Grenoble, première année de préparation aux études de médecine : numérique ou limitation drastique des étudiant·e·s accueilli·e·s. La tierce voie, toujours écartée, est évidemment celle de recruter plus d'enseignant·e·s, de personnels administratifs, de réduire les groupes d'amphithéâtres, de construire des locaux qui permettent à des relations d'enseignement d'exister. En 2017, les enseignant·e·s de STAPS constataient, effectivement, que « l'enseignement numérique permet(tait) d'accueillir beaucoup de monde avec des moyens constants en locaux et personnels enseignants titulaires (postes) ; et même avec une diminution des coûts d'encadrement ». Elles et ils soulignaient dans le même temps que le niveau d'épuisement et d'isolement des enseignant·e·s et des étudiant·e·s était inédit, assorti d'inquiétudes qui résonnent fortement avec la situation que nous traversons aujourd'hui collectivement : (...)

— Nous redoutons que progressivement les cours de L1 soient conçus par un seul groupe d'enseignants au niveau national et diffusé dans tous les UFR de France, l'enseignant local perdant ainsi la main sur les contenus et ceux-ci risquant de se rigidifier.

— Un certain nombre de travaux insistent sur le temps considérable des jeunes générations accrochées à leur smartphone, de 4 à 6 heures par jour et signalent le danger de cette pratique pour la santé physique et psychique. Si s'ajoutent à ces 4 à 6 heures de passe-temps les 3 ou 4 heures par jour de travail des cours numériques sur écran, n'y a-t-il pas à s'inquiéter ?

— Si les étudiants de L1 ne sont plus qu'une douzaine d'heures par semaine à l'université pour leurs cours, qu'en est-il du rôle de socialisation de l'université ?

(...)

— Nous nous interrogeons sur la faible participation de nos étudiants au cours de soutien (7 %) ;

— nous observons que les cours numériques n'ont pas fait croître sensiblement la motivation des étudiants.

(...)

« Alors qu'initialement le passage au numérique devait se faire sur la base du volontariat, celui-ci est devenu obligatoire. Il reste à l'enseignant ne souhaitant pas adopter le numérique la possibilité d'arrêter l'enseignement qui était le sien auparavant, de démissionner en quelque sorte. C'est sans doute la première fois, pour bon nombre d'entre nous, qu'il nous est imposé la manière d'enseigner. » *Fédération Syndicale Unitaire, 2017*

(...)

Depuis 2020, l'utopie réalisée.

Passage total à l'enseignement numérique dans les universités

Depuis mars et surtout octobre 2020, comme toutes les travailleur·se·s et étudiant·e·s des universités en France, mes pratiques d'enseignement sont uniquement numériques. J'avais

jusqu'alors résisté à leurs usages, depuis l'analyse des conditions contemporaines du capitalisme de plateforme lié aux connaissances : principalement (1) refuser l'enclosure et la privatisation des connaissances par des plateformes privées ou publiques-privées, au service des politiques d'austérité néolibérale destructrices des usages liés à l'enseignement en présence, (2) refuser de participer aux techniques de surveillance autorisées par ces outils numériques. Je précise ici que ne pas vouloir déposer mes cours sur ces plateformes ne signifiait pas me replier sur mon droit de propriété intellectuelle en tant qu'enseignante-propriétaire exclusive des cours. Au contraire, un cours est toujours co-élaboré depuis les échanges singuliers entre enseignant·e·s et étudiant·e·s ; il n'est pas donc ma propriété exclusive, mais ressemble bien plus à un commun élaboré depuis les relations avec les étudiant·e·s, et pourrait devoir s'ouvrir à des usages et des usager·ère·s hors de l'université, sans aucune limite d'accès. Sans défendre donc une propriété exclusive, il s'agit dans le même temps de refuser que les cours deviennent des marchandises via des opérateurs privés ou publics-privés, déterminés par le marché mondial du capitalisme cognitif et cybernétique, et facilité par l'État néolibéral, comme nous l'avons vu avec l'exposé de la politique numérique du ministère de l'Enseignement supérieur.

Par ailleurs, les plateformes d'enseignement numérique, en particulier de dépôt et diffusion de documents, enregistrent les dates, heures et nombres de clics ou non-clics de toutes celles et ceux qui les utilisent. Pendant le printemps 2020, sous les lois du premier confinement, les débats ont été nombreux dans mon université pour savoir si l'« assiduité », comme facteur d'« évaluation » des étudiant·e·s, pouvait être déterminée par les statistiques individuelles et collectives générées par les plateformes : valoriser celles et ceux qui seraient les plus connectées, et pénaliser les autres, autrement dit « les déconnecté·e·s », les dilettantes. Les éléments relatifs à la fracture numérique, l'inégal accès matériel des étudiant·e·s à un ordinateur et à un réseau internet, ont permis de faire taire pendant un temps celles et ceux qui défendaient ces techniques de surveillance (en oubliant au passage qu'elles et eux-mêmes, en tant qu'enseignant·e·s, étaient aussi possiblement surveillé·e·s par les hiérarchies depuis leurs fréquences de clics, tandis qu'elles et ils pouvaient s'entre-surveiller depuis les mêmes techniques).

Or depuis la fermeture des universités, ne pas enseigner numériquement signifie ne pas enseigner du tout. Refuser les plateformes est devenu synonyme de refuser de faire cours. L'épidémie a créé les conditions d'un apparent consentement collectif, d'une sidération aussi dont il est difficile de sortir. Tous les outils que je refusais d'utiliser sont devenus mon quotidien. Progressivement, ils sont même devenus des outils dont je me suis rendue compte dépendre affectivement, depuis un rapport destructeur de liens. Je me suis même mise à regarder les statistiques de fréquentation des sites de mes cours, les nombres de clics, pour me rassurer d'une présence, là où la distance commençait à creuser un vide. J'ai eu tendance à surcharger mes sites de cours de « ressources », pour tenter de me rassurer sur la possibilité de resserrer des liens, par ailleurs de plus en plus ténus, avec les étudiant·e·s, elles-mêmes et eux-mêmes confronté·e·s à un isolement et une précarisation grandissantes. Là où la fonction transitionnelle d'objets intermédiaires, de « médias », permet de symboliser, élaborer l'absence, j'ai fait l'expérience du vide creusé par le numérique. Tout en étant convaincue que l'enseignement n'est jamais une affaire de « véhicule de communication », de « pédagogie », de « contenus » à « communiquer », mais bien une pratique relationnelle, réciproque, chargée d'affect, de transfert, de contre-transfert, que « les choses ne commencent à vivre qu'au milieu » [Gilles Deleuze et Claire Parnet,

Dialogues, Paris], je n'avais jamais éprouvé combien la « communication de contenus » sans corps, sans adresse, créait de souffrance individuelle, collective et d'auto-exploitation. Nombreuses sont les analyses sur la difficulté de « concentration », de captation d'une attention réduite, derrière l'écran. Avec Yves Citton et ses travaux sur l'écologie de l'attention, il m'apparaît que la difficulté est moins celle d'un défaut de concentration et d'attention, que l'absence d'un milieu relationnel commun incarné :

« Une autre réduction revient à dire que c'est bien de se concentrer et que c'est mal d'être distrait. Il s'agit d'une évidence qui est trompeuse car la concentration n'est pas un bien en soi. Le vrai problème se situe dans le fait qu'il existe toujours plusieurs niveaux attentionnels. (...) La distraction en soi n'existe pas. Un élève que l'on dit distrait est en fait attentif à autre chose qu'à ce à quoi l'autorité veut qu'il soit attentif »

Yves Citton, entretien avec Gaëlle Noëson, Lettres numériques

La souffrance ressentie en tant que désormais « enseignante numérique » n'est pas relative à ce que serait un manque d'attention des étudiant·e·s généré par les écrans, mais bien à l'absence de relation incarnée.

Beaucoup d'enseignant·e·s disent leur malaise de parler à des « cases noires » silencieuses, où figurent les noms des étudiant·e·s connecté·e·s au cours. Ici encore, il ne s'agit pas de blâmer des étudiant·e·s qui ne « joueraient pas le jeu », et n'ouvriraient pas leurs caméras pour mieux dissimuler leur distraction. Outre les questions matérielles et techniques d'accès à un matériel doté d'une caméra et d'un réseau internet suffisamment puissant pour pouvoir suivre un cours et être filmé·e en même temps, comment reprocher à des étudiant·e·s de ne pas allumer la caméra, qui leur fait éprouver une intrusion dans l'espace intime de leur habitation. Dans l'amphithéâtre, dans la salle de classe, on peut rêver, regarder les autres, regarder par la fenêtre, regarder par-dessus le tableau, à côté, revenir à sa feuille ou son écran... pas de gros plan sur le visage, pas d'intrusion dans l'espace de sa chambre ou de son salon. Dans une salle de classe, la mise en lien est celle d'une co-présence dans un milieu commun indéterminé, sans que celui-ci n'expose à une intrusion de l'espace intime. Sans compter que des pratiques d'enregistrement sont possibles : où voyagent les images, et donc les images des visages ?

Pour l'enseignant·e : parler à des cases noires, pour l'étudiant·e : entendre une voix, un visage en gros plan qui ne le·la regarde pas directement, qui invente une forme d'adresse désincarnée ; pour tou·te·s, faire l'expérience de l'annihilation des corps. Même en prenant des notes sur un ordinateur dans un amphithéâtre, avec un accès à internet et maintes possibilités de « s'évader » du cours, le corps pris dans le commun d'une salle engage des liens. Quand la relation ne peut pas prendre corps, elle flotte dans le vide. Selon les termes de Gisèle Bastrenta, psychanalyste, l'écran, ici dans la relation d'enseignement, crée l'« aplatissage d'un ailleurs sans au-delà » [Gisèle Bastrenta « Adolescence et toxicomanie » in *Vocabulaire de psychanalyse avec les enfants et les adolescents*, 2021].

Le vide de cet aplatissage est synonyme d'angoisse et de symptômes, notamment, celui d'une auto-exploitation accrue. Le récit de plusieurs étudiant.e.s fait écho à l'expérience d'auto-exploitation et angoisse que je vis, depuis l'autre côté de l'écran. Mes conditions matérielles sont par ailleurs très souvent nettement meilleures aux leurs, jouissant notamment de mon salaire. La précarisation sociale et économique des étudiant·e·s creuse encore le vide des cases noires. Plusieurs d'entre elles et eux, celles et ceux qui peuvent

encore se connecter, expliquent qu'ils n'ont jamais autant passé d'heures à écrire pour leurs essais, leurs dissertations..., depuis leur espace intime, en face-à-face avec les plateformes numériques qui débordent de fichiers de cours, de documents... D'abord, ce temps très long de travail a souvent été entrecoupé de crises de panique. Ensuite, ce temps a été particulièrement angoissant parce que, comme l'explique une étudiante, « tout étant soi-disant sur les plateformes et tout étant accessible, tous les cours, tous les “contenus”, on s'est dit qu'on n'avait pas le droit à l'erreur, qu'il fallait qu'on puisse tout dire, tout écrire, tout ressortir ». Plutôt qu'un « contenu » élaborable, digérable, limité, la plateforme est surtout un contenant sans fond qui empêche d'élaborer une réflexion. Plusieurs étudiant·e·s, dans des échanges que nous avons eus hors numérique, lors de la manifestation du 26 janvier 2021 à l'appel de syndicats d'enseignant·e·s du secondaire, ont également exprimé cet apparent paradoxe : -le besoin de plus de « contenu », notamment entièrement rédigé à télécharger sur les plateformes pour « mieux suivre » le cours, -puis, quand ce « contenu » était disponible, l'impression de complètement s'y noyer et de ne pas savoir quoi en faire, sur fond de culpabilisation d'« avoir accès à tout et donc de n'avoir pas le droit à l'erreur », sans pour autant parvenir à élaborer une réflexion qui puisse éteindre cette soif sans fin.

Face à l'absence, la privatisation et l'interdiction de milieu commun, face à l'expression de la souffrance des étudiant·e·s en demande de présence, traduite par une demande sans fin de « contenu » jamais satisfaite, car annulée par un cadre désincarné, je me suis de plus en plus auto-exploitée en me rendant sur les plateformes d'abord tout le jour, puis à des heures où je n'aurais pas dû travailler. Rappelons que les plateformes sont constamment accessibles, 24h/24, 7j/7. Poster toujours plus de « contenu » sur les plateformes, multiplier les heures de cours via les écrans, devoir remplir d'eau un tonneau troué, supplice des Danaïdes. Jusqu'à l'épuisement et la nécessité - politique, médicale aussi - d'arrêter. Alors que je n'utilisais pas les plateformes d'enseignement numérique, déjà très développées avant 2020, et tout en ayant connaissance de la politique très offensive du Ministère en matière de déshumanisation de l'enseignement, je suis devenue, en quelque mois, happée et écrasée par la fréquentation compulsive des plateformes. J'ai interiorisé très rapidement les conditions d'une auto-exploitation, ne sachant comment répondre, autrement que par une surenchère destructrice, à la souffrance généralisée, jusqu'à la décision d'un arrêt nécessaire.

L'enjeu ici n'est pas seulement d'essayer de traverser au moins pire la « crise » mais de lutter contre une politique structurelle de destruction radicale de l'enseignement.

Créer les milieux communs de relations réciproques et indéterminées d'enseignement, depuis des corps présents, et donc des présences et des absences qui peuvent s'élaborer depuis la parole, veut dire aujourd'hui en grande partie braconner : organiser des cours sur les pelouses des campus...L'hiver est encore là, le printemps est toujours déjà en germe.

Sarah Mekdjian

Enseignante-chercheuse, Université Grenoble Alpes

Technologie de contrainte

13. « Pour veiller au port du masque dans les transports, des caméras vous surveillent »

11/03/2021 HUFFINGTONPOST | AFP

https://www.huffingtonpost.fr/entry/pour-veiller-au-port-du-masque-dans-les-transports-vous-etes-filmes_fr_604a1829c5b636ed3378a911

Décret paru jeudi 11 mars 2021 au Journal officiel

« Lorsque le port du masque est imposé “dans les véhicules ou les espaces accessibles au public et affectés au transport public de voyageurs, les exploitants de services de transport public collectif de voyageurs ainsi que les gestionnaires des espaces affectés à ces services veillent au respect de cette obligation”, rappelle en préambule le texte.

Les systèmes de vidéoprotection utilisés peuvent ainsi servir pour l’“évaluation statistique” concernant le respect du port du masque des usagers afin de freiner l’épidémie de Covid-19, et permettre l’“adaptation des actions d’information et de sensibilisation du public”. (...)

Ces images sont instantanément transformées en données anonymes afin d’établir le pourcentage de personnes s’acquittant de l’obligation de port d’un masque de protection”, tient à préciser le texte.

Il est également rappelé que l’exploitation des données “ne porte que sur le nombre de personnes détectées et le pourcentage de ces personnes qui portent un masque, à l’exclusion de toute autre donnée permettant de classer ou de ré-identifier les personnes”.

14. Matthieu Amiech : « La gestion de la crise sanitaire nous entraîne vers une société-machine »

13/03/2021, MEDIAPART | Amélie Poinssot
<https://ccaves.org/blog/wp-content/uploads/amiéch-mediapart.odt>

Pour l'éditeur Matthieu Amiech, penseur du développement des technologies, la crise liée au Covid constitue « *un effet d'aubaine pour les géants du numérique* ». Face à « *l'informatisation de toute la vie sociale* », face à la mise « *à l'arrêt* » ou presque de la vie démocratique, les citoyens se retrouvent aujourd'hui « *sans défense morale et politique* ». Sa réponse : une « *désobéissance concertée* ». (...)

Matthieu Amiech : « Jusqu'ici, la seule résistance à la numérisation qui a pris de l'ampleur et perturbé quelque peu la technocratie, c'est le rejet des compteurs Linky. Cela donne des pistes. Surtout, ne pas rester seul avec la peur de passer pour un blaireau rétrograde : il y en a toujours d'autres près de chez nous ! (...)

Ces technologies ont quelque chose d'ensorcelant. Elles paraissent sublimer la pesanteur de la vie matérielle. Elles donnent l'impression de nous délivrer des contraintes du temps et de l'espace, des efforts physiques pour nous nourrir, des efforts moraux pour vivre avec les autres. On ne veut pas voir ce qu'il y a derrière l'écran, ni les dégâts sur la nature, ni les rapports de domesticité et d'exploitation abominables qui perdurent ou resurgissent. Commander sur Amazon, par exemple, c'est s'éviter un déplacement dans un magasin. Mais c'est aussi commander au sens propre : donner des injonctions. C'est de la néo-domesticité (...)

Aujourd'hui, les dirigeants politiques ne sont là que pour accompagner et stimuler le développement technologique. Nous vivons dans une technocratie. La gestion de la pandémie par le pouvoir des experts et la fuite en avant technologique illustrent ce renoncement à la démocratie. »

Cette place accrue de la technologie et du numérique avec le Covid ouvre-t-elle un boulevard à la 5G ? Ce déploiement ne pose-t-il pas de nombreux problèmes ?

M. A. : « La détermination de l'État à déployer la 5G est très compréhensible. L'objectif est de démultiplier le débit d'Internet pour radicaliser l'addiction d'un grand nombre de gens au numérique et pour mettre en relation des milliards d'objets connectés. Seulement, il y a un imprévu : une partie de la population se méfie de ce projet, à tel point que certains politiciens se prononcent contre – fait exceptionnel. Même des personnes qui n'avaient jusqu'ici aucun problème avec l'usage intensif des technologies trouvent que cela va trop loin, à l'image du mouvement des « gilets jaunes », largement tributaires des réseaux sociaux mais au sein desquels des mots d'ordre anti-5G étaient apparus.

Et c'est vrai, la 5G marque un seuil important. Je ne pense pas tant à la baisse des temps de

téléchargement des vidéos, mais surtout à l'automatisation accrue des *process* de production et de circulation des marchandises. La 5G est d'abord un projet industriel et logistique. Mais elle a aussi une dimension politique : la surveillance de la population risque de s'affiner à travers la prolifération des petites antennes-relais dans les rues et des caméras de vidéosurveillance avec système de reconnaissance faciale.

La 5G pose donc la question du type de société que l'on souhaite : société humaine ou société-machine ? Mise en chantier d'un projet démocratique ou despotisme hybridant Silicon Valley et Chine post-maoïste ? Est-il souhaitable d'éliminer au maximum le travail et les décisions humaines ? La 5G sera par exemple au service d'une agriculture dite 4.0, ou « *de précision* », c'est-à-dire tendanciellement sans intervention humaine : gestion automatisée des cheptels d'animaux, surveillance par drones et satellites des besoins des cultures en engrais et pesticides, robots de désherbage ou de pulvérisation...

Alors qu'il faudrait produire moins, mais avec plus de travail humain, en préservant et réinventant des savoir-faire manuels et des techniques conviviales (au sens d'Ivan Illich), nous nous dirigeons vers des niveaux de chômage technologique très élevés. Ce ne sont pas les projets de décroissance qui mettent de plus en plus de gens des classes moyennes et populaires sur la touche ; ce sont les promoteurs de la quatrième révolution industrielle.

Enfin, se pose la question fondamentale de la puissance. Si la France ne passe pas à la 5G (puis à la 6G...), elle risque de se retrouver en position de faiblesse, y compris militaire, par rapport à d'autres pays. Aujourd'hui, il faut assumer le choix politique, profondément éthique, d'arrêter cette course à la puissance. Seul un tel choix permettrait peut-être de freiner le réchauffement climatique et l'épuisement des ressources. Dans son essai *L'Aigle, le Dragon et la crise planétaire*, Jean-Michel Valantin montre *a contrario* comment la rivalité géopolitique entre la Chine et les États-Unis verrouille la trajectoire de l'humanité vers la destruction de la biosphère. »

Est-il encore possible de s'opposer au déploiement de la 5G ?

M. A. : « Il faudrait pour cela un vaste mouvement populaire, au moins équivalent à celui des gilets jaunes, qui mette en son cœur la remise en cause de notre dépendance chaque jour croissante au numérique. Autant dire qu'on en est loin ! Quelque chose aurait peut-être pu émerger dans un contexte non confiné. De ce point de vue aussi, le Covid-19 et sa gestion politique ont ouvert, ou élargi, un boulevard pour la 5G.

Actuellement, il n'y a presque pas de possibilité de réunions publiques. Il y a par contre des antennes qui brûlent régulièrement. Et il y a des prises de position d'élus locaux, de conseils municipaux. Pourtant, tout a été fait pour que ces élus de base ne puissent plus s'opposer à la construction d'antennes de téléphonie mobile. Aujourd'hui, un maire ne peut pas faire valoir le principe de précaution contre la 5G. Il ne lui reste que des arguments urbanistiques ou patrimoniaux. » (...)

Quelle est votre réponse personnelle à tout cela ? Dans l'ouvrage collectif auquel vous avez contribué, *La Liberté dans le coma – Essai sur l'identification électronique et les motifs de s'y opposer*, paru en 2013 et réédité en 2019 aux éditions *La Lenteur*, vous écriviez : « Nous considérons qu'une vie sans Internet, sans appareils photos numériques, sans baladeurs musicaux, sans centrales nucléaires et sans TGV vaut plus la peine d'être vécue que celle que les humains endurent actuellement, et que tous ces artefacts sont incompatibles avec la liberté et la démocratie. [...] Avoir un monde en

partage implique que les gens aient encore du plaisir à se fréquenter directement, à s'aimer ou à entrer en conflit les yeux dans les yeux. Or tout est fait aujourd'hui pour nous éviter cette épreuve du face-à-face. » Avez-vous la même analyse en ce début 2021 ? Est-ce encore possible de se passer d'Internet ? (...)

M. A. : « La possibilité d'échapper un tant soit peu à l'emprise numérique dépend beaucoup du métier qu'on exerce. Mais rien ne sert de chercher à s'en prémunir seul, il n'y a que des réponses collectives qui peuvent arrêter ce rouleau compresseur.

Ma réponse personnelle, c'est donc de m'impliquer dans des groupes qui tentent de s'opposer à l'informatisation de toute la vie sociale par la désobéissance concertée. Ainsi, le collectif *Écran Total* fédère depuis 2013 des résistances et des réticences au numérique dans différents mondes professionnels : des profs qui refusent l'école numérique, des assistantes sociales qui s'opposent à la taylorisation de leur travail par les statistiques et les ordinateurs, des éleveurs hostiles au puçage électronique des animaux, etc. Des gens de toute la France s'y retrouvent pour échanger sur ce qui leur est insupportable dans leur boulot, dans le management et les normes qu'ils subissent, et on s'épaule mutuellement dans nos refus. C'est une expérience humaine très forte, mais ce n'est pas du tout miraculeux politiquement : nous sommes tous sur la défensive, il nous faudrait être plus nombreux et inventifs pour tenir face à la déferlante.

Jusqu'ici, la seule résistance à la numérisation qui a pris de l'ampleur et perturbé quelque peu la technocratie, c'est le rejet des compteurs Linky. Cela donne des pistes. Surtout, ne pas rester seul avec la peur de passer pour un blaureau rétrograde : il y en a toujours d'autres près de chez nous ! » (...)

Mais en France, cet hiver, les préfetures ont demandé aux maires de recenser toutes les petites basses-cours et de diffuser des mesures d'hygiène extrêmes, typiques des fermes-usines, dans les poulaillers familiaux. Ce credo de la biosécurité, ce soutien inconditionnel à la grande industrie, est-ce un effet de l'ignorance ? Du cynisme ? De la corruption ? Ou d'une folie bureaucratique ?

M. A. : « Effectivement, on peut se poser les mêmes questions à propos du Covid-19. Comment expliquer la focalisation obsessionnelle sur une vaccination improvisée, biotechnologique et aux effets radicalement incertains, alors qu'il y a tant à faire socialement pour améliorer l'immunité de la population et lutter contre les comorbidités chroniques que sont le cancer, le diabète, l'obésité, les maladies cardio-vasculaires et rénales ?

Dans leur ouvrage de 2008, *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, René Riesel et Jaime Semprun anticipaient cette façon dont la société de masse traite ses catastrophes industrielles : elle paralyse la réflexion critique par la peur et renforce les facteurs qui sont les causes profondes du problème.

C'est ainsi qu'à un coronavirus de dangerosité modérée, on répond par des mesures qui accentuent l'extractivisme et la déstabilisation des écosystèmes ; qui aggravent l'état de santé général de la population et son incapacité à se soigner sans moyens technologiques extravagants. L'idéologie hygiéniste, gestionnaire et solutionniste nous enferme dans un cercle vicieux, apparemment durable. »

15. Mutation (ce que signifie *accélérer*)

22/02/2021, Pièces et Main d'Œuvre

http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=1471

<http://www.piecesetmaindoeuvre.com/IMG/pdf/mutation.pdf>

(...) L'État et le capital obéissent aux impératifs de l'innovation technologique et **investissent dans *certains domaines* afin d'accroître leur puissance. Si vous en doutez, comparez les *moyens* alloués au numérique et à l'agriculture biologique en France. 12 milliards d'euros pour les plans Nano 2012, Nano 2017 et Nano 2022 (dont le principal bénéficiaire est le fabricant de puces STMicroelectronics) ; 160 millions par an pour le maintien ou la conversion à l'agriculture bio entre 2015 et 2020.**

La technocratie, la classe du savoir, de l'avoir et du pouvoir décide de ces investissements qui sont des choix politiques. Ça marche comme ça : le président veut un « Pacte productif » pour rester dans la course mondiale à l'innovation. Ses services chargent le cabinet Roland Berger, moyennant finances – on ignore combien - d'identifier les « marchés porteurs sur lesquels la France est en capacité de proposer les solutions technologiquement innovantes et économiquement compétitives ».

Le cabinet Roland Berger est une boîte de conseil en stratégie créée en 1967 en Allemagne, présente dans le monde entier - en France depuis 1990. Il se présente comme un « cabinet de conseil de direction générale d'envergure internationale », avec un chiffre d'affaires de 900 millions d'euros en 2012. Ses 2700 consultants dans le monde conseillent des banques, des multinationales, des établissements publics, et même Mathieu Gallet quand il dirigeait l'Institut national de l'audiovisuel, suivant un arrangement qui valut à Gallet une condamnation pour favoritisme d'un an de prison avec sursis et de 20 000 € d'amende. Mais ne sombrons pas dans le populisme élitophobe.

Pour sa mission au service de la compétitivité française, le cabinet Roland Berger met à contribution les ministères, des organismes de recherche, des « personnalités qualifiées », des agences publiques, des représentants des filières industrielles. Puis invite des représentants d'ONG, de syndicats, du monde de l'enseignement supérieur et des entreprises, pour l'acceptabilité des décisions. (...)

Thierry Breton, depuis la Commission européenne :

« Nous allons amorcer un virage complet dans nos activités par l'implication du numérique aussi bien dans notre façon de produire, travailler, apprendre que dans nos relations sociales et notre manière de nous distraire. "Décennie numérique", c'est notre label pour bien montrer que le plan de relance va soutenir ce virage. »

C'est vrai que le numérique a besoin d'être soutenu. Et d'annoncer que 20 % au moins des 750 milliards du plan de relance européen post-Covid financeront cette « décennie numérique ». Soit 150 milliards d'euros pour le big data (i.e pour un pillage des données européen), les microprocesseurs de haute performance pour l'intelligence artificielle, et les réseaux (la 5G, la fibre, voire une « constellation » satellitaire en orbite basse pour arroser les zones blanches). Et vous, que feriez-vous avec 150 milliards d'euros ? Au temps pour ceux qui pensent que notre malheur vient des multinationales et des capitalistes avides de profits. Réjouissez-vous : c'est votre argent qui va financer ce cataclysme numérique.

En fait, explique l'économiste Robert Boyer, la pandémie accélère une double tendance à l'oeuvre depuis dix ans : d'une part « le capitalisme de plateforme, centré sur l'exploitation de l'information » (les Gafam, Uber et consorts), d'autre part sa « contrepartie dialectique : une myriade de capitalismes à impulsion étatique qui, poussés par les laissés-pour-compte de l'ouverture des économies. (...)

L'eugénisme technologique révèle sa brutalité inhumaine à la lumière de la crise, comme en témoigne cette tribune d'un étudiant en histoire et de l'infectiologue Odile Launay publiée dans *Libération*, pour reléguer gentiment mais fermement les vieux et les faibles à l'écart :

« L'égalité ne doit pas faire oublier que toutes les tranches de vie ne se "valent" pas [...] Pourquoi ne pas leur réserver des horaires aux heures creuses dans les supermarchés ? Affréter des taxis dont le coût serait pris en charge pour les déplacements essentiels ? Prévoir des livraisons à domicile de nourriture et de biens de première nécessité ? Vérifier l'installation informatique des plus anciens pour leur assurer une relation au moins virtuelle avec leur famille ? Ou encore, dans le cas d'une réouverture des salles de spectacle, mettre en place des sessions réservées aux plus fragiles, et d'autres aux moins vulnérables ? »

Libération, 1/02/21

(...)

« "La leçon du Covid-19 est que nous devons investir dans les usines du futur", explique Rolf Najork, membre du directoire de Bosch (...) Et tout le secteur s'y est mis. "Notre tâche est désormais que l'industrie 4.0 devienne la norme du secteur. Voilà pourquoi nous investirons 500 millions d'euros dans la digitalisation de nos opérations industrielles ces cinq prochaines années." » *Le Monde*, 9/02/21

(...)

Nul risque de postillons au téléphone, c'est pourtant un robot vocal qui vous répond à AlloCovid si vous avez des symptômes. La première « intelligence artificielle au service de la santé publique », selon Xavier Jouven de l'Inserm, vous oriente en fonction de votre état. « Tapez 33 ». (...)

Dès avril 2020, une dizaine de chercheurs et autres *datascientists* défendent leur projet « Covid IA », pour mouliner les données de géolocalisation des téléphones, les résultats des tests, l'âge du capitaine, et en tirer « des prédictions de plus en plus fiables ». Ils créent l'association PandémIA et nous instruisent :

« L'intelligence artificielle "amasse" des données qui peuvent parfois avoir un rapport lointain avec la maladie ; elle tente d'établir le meilleur lien possible entre ces données et l'évolution de la maladie. Ce lien n'est pas forcément explicite ; il est même parfois inintelligible à la rationalité humaine. Mais la force de ces techniques d'intelligence artificielle est que les prédictions peuvent être de qualité équivalente, voire supérieure, à celles des modèles mécanistiques. »

Les scientifiques nous recommandent donc d'agir suivant des motifs échappant à la « rationalité humaine ».

(...)

Confirmation avec l'étude « L'IA au travail » publiée par la multinationale informatique Oracle en octobre 2020 : les salariés, dont le moral souffre des effets de l'épidémie (télétravail, insécurité économique, disparition de métiers), préféreraient en majorité confier leurs problèmes à un robot ou une IA plutôt qu'à leurs *managers*. Ce qui en dit long sur le *management*, certes - le tueur de DRH arrêté fin janvier aurait-il préféré être maltraité par un algorithme ? - mais aussi sur l'acceptabilité de la déshumanisation :

« Finalement, les employés trouvent que recourir aux systèmes IA représente un moyen plus "confortable" pour parler de leurs problèmes. Le déploiement de ces solutions en période de pandémie qui a déjà commencé va s'accélérer dans les prochains mois. »

« *Pandémie, intelligence artificielle et santé mentale des travailleurs* », RFI, 8/11/20

(...)

On résume pour les nouveaux. L'hydrogène est partout sur Terre, notamment dans l'eau, mais jamais pur ; le problème est de l'isoler. Jusqu'ici, on y parvient en brûlant beaucoup d'énergie fossile (pétrole, gaz, bois) pour créer les réactions chimiques nécessaires. Ces procédés rejettent 830 millions de tonnes de CO₂ par an, soit 2,5 fois les émissions de la France. Mais l'industrie a besoin de cet hydrogène pour produire les engrais azotés qui polluent nos nappes phréatiques (les ammonitrates, à l'origine des catastrophes d'AZF à Toulouse et du port de Beyrouth) ; pour raffiner les produits pétroliers qui polluent notre air (carburants) ; pour fabriquer les puces électroniques des *smartphones*, comme chez STMicroelectronics, dont les rejets de chlorure d'hydrogène et d'ammoniac contaminent l'air et l'eau de la cuvette grenobloise. Bref, l'hydrogène saccage notre environnement lors de sa production et de ses usages. Pour de véritables écologistes, la solution découle de l'énoncé du problème : stop. (...)

L'autre objectif des technologistes est le moteur électrique à hydrogène pour voiture, scooter, bus, train, bateau, avion : les « mobilités du futur ». Car l'hydrogène possède un fort pouvoir énergétique et peut être converti en électricité, en chaleur ou en force motrice. Suivez bien : grâce à la pile à combustible (PAC), votre hydrogène produit *avec* de l'électricité... produit *derechef de* l'électricité. C'est l'inverse de l'électrolyse.

Dépenser de l'électricité pour produire de l'électricité, c'est raisonnable pour les ingénieurs. C'est ainsi qu'ils peuvent stocker l'électricité en surplus dans les périodes de moindre consommation. Certes, ils perdent 85 % d'énergie pour transformer cette électricité en hydrogène, puis pour faire l'inverse, mais c'est mieux que de tout perdre. Comme les taux d'intérêt négatifs en somme. Puis les Shadoks nous l'ont appris : « Il vaut mieux pomper même s'il ne se passe rien, plutôt que risquer qu'il se passe quelque chose de pire en ne pompant pas ».

Comme nous, lecteur, tu soupire peut-être devant une telle débauche d'énergie, électrique et cérébrale, pour construire l'usine à gaz du futur. Tu penses que pour résoudre un problème, il faut en supprimer la cause. Qu'il faudrait d'urgence ralentir, passer légers sur la terre à vif. Mais ça ne fait ni une croissance, ni de l'innovation. Les ministres et les ingénieurs, eux, prétendent faire à la fois la « transition écologique » et une « filière industrielle ». Nous aurons donc des mégaélectrolyseurs pour recharger les batteries des voitures, des camions, des avions et des *smartphones*.

Que cette volonté de puissance, *quoi qu'il en coûte*, cette perpétuelle ruée furieuse, après des décennies d'alertes incessantes, relève du génocide et de l'écocide sadiques, d'une jouissance transgressive illimitée ; voilà ce qu'on est bien forcé d'admettre enfin. Que cette volonté de puissance et cette jouissance transgressive se concentrent au plus haut point dans la classe technocratique et notamment chez les ingénieurs, rien de plus clair.

Virons les ingénieurs avant qu'ils ne nous achèvent.

Lâchons la puissance pour la quiétude.

(...)

Le Parlement européen a fait un effort de simplification administrative inédit :

« Pour développer, autoriser et rendre disponibles facilement des vaccins sûrs contre le Covid-19, le Parlement a adopté une dérogation temporaire à certaines règles sur les essais cliniques. [...] Certains vaccins ou traitements contre le Covid-19 déjà en cours de développement peuvent être définis comme des organismes génétiquement modifiés (OGM) et sont donc couverts par les directives européennes pertinentes sur les OGM. [...] une dérogation à ces règles est nécessaire pour éviter des retards importants dans la mise au point de vaccins et de traitements susceptibles de sauver des vies. »

Vous voyez que l'Europe n'est pas ce monstre technocratique qui freine tout, à coup de normes et procédures absurdes. Elle consentirait sûrement à déroger au règlement sur la production du reblochon en cas de grande famine.

Donc, certains vaccins anti-Covid sont des OGM. En l'occurrence, dans les vaccins à ARN messager de Moderna et Pfizer, la séquence génétique codant la protéine immunogène (qui doit activer l'immunité) a été modifiée, notamment pour assurer la stabilité du produit. Ces vaccins à ARN messager sont autorisés sur l'humain pour la première fois à la faveur de la pandémie. Jusqu'ici, on ne les utilise que sur certains animaux, et les usages humains traînent depuis des décennies.

Ces OGM n'entraînent nul risque de modification de votre génome, assurent les scientifiques. Soit. Le risque serait plutôt, dans une proportion inconnue, celui d'un emballement de votre système immunitaire sous l'effet du vaccin, si votre organisme est ensuite exposé au virus (restez confinés). Puis, nous informe benoîtement le site de vulgarisation Futura Sciences, « comme elle est récente, cette technologie présente des inconvénients qui sont surtout liés à un manque de recul scientifique sur son utilisation ». Quels inconvénients ? Vous les découvrirez, peut-être, après vous être faits vacciner.

Ces vaccins stopperont-ils la contagion du coronavirus ? Quels seront les effets *à long terme* d'une technologie génétique inexpérimentée, sur les individus et la population en général, sur le virus, ses mutations, son environnement qui est aussi le nôtre ? En vertu de l'impossibilité de répondre à ces questions, les technocrates ont lancé la plus rapide opération de vaccination de masse de l'histoire, dans un laboratoire à l'échelle planétaire. *Vaccélération.*

Au fait, qu'aurait-on réussi en consacrant ces 15 milliards de dollars à la prévention et l'hygiène de vie, à l'amélioration de l'immunité individuelle, à des soins alternatifs ? On n'a pas essayé.

(...)

Mutation : au-delà du techno-capitalisme

Un an après le déclenchement de la pandémie, voici un tableau provisoire.

D'un côté, les gagnants de la crise : la « Tech » et la Silicon Valley, Walmart et les hypermarchés, la Chine, Amazon et les livraisons à domicile, les usines « 4.0 » et les robots, les milliardaires, Arkema, le Plexiglas et la chimie, la télé, les applis de visioconférence, le podcast, le paiement sans contact, l'immobilier péri-urbain, la voiture, le vélo électrique, les drones, Doctolib et la télémedecine, les start up du numérique, les consoles de jeu et les loisirs en ligne, la 5G, l'industrie pharmaceutique, les congélateurs, les machines à pain, à café et à raclette, le livret A, les distributeurs automatiques de pizzas, l'« intelligence » artificielle, la bande dessinée, les perceuses, Tinder, les réseaux sociaux, les anxiolytiques, Netflix, les actionnaires, le virtuel

De l'autre, les perdants : les boîtes de nuit et cabarets, les bistrots, les hôtels et restaurants, les brasseurs et viticulteurs, l'argent liquide et les chèques, les vieux, les fleuristes, les vide greniers, les pauvres, les transports publics, l'aéronautique et l'industrie automobile, les stations thermales, les agences de voyage, le tourisme, les stations de ski, les médecins de montagne, les festivals, le spectacle vivant et le cinéma, les jeunes, les bouquineries, les boutiques d'habillement et autres de centre-ville, les fers à repasser, la publicité, les foires et salons, les chômeurs, les sportifs et les artistes amateurs, la vie directement vécue. (...)

Le capitalisme mute, comme le virus, sous l'effet de l'emballage technologique, mais son « renforcement », comme l'appelle Robert Boyer, constitue en fait ce que les théoriciens marxistes – et Marx lui-même – nommaient plutôt « dépassement ». L'émergence, des flancs de la vieille société, d'une société nouvelle où l'acquisition de *puissance* compte davantage que l'accumulation du capital, et dicte sa loi, sa rationalité, au capital et à l'État eux mêmes, qui la financent et la protègent. L'un et l'autre y trouvant leur compte sous forme de profits et de pouvoirs supplémentaires.

(...)

La technocratie elle-même se recompose et se polarise, entre ceux que la machine remplace – techniciens et cadres intermédiaires, fonctions support – et ceux qui détiennent *effectivement* la Machine, parce qu'ils la pilotent *effectivement* : chercheurs, ingénieurs, cadres supérieurs, dirigeants, entrepreneurs.

Quelles que soient les sociétés considérées, communistes ou libérales, étatiques ou parlementaires, « despotiques asiatiques » ou « libérales occidentales », c'est en faveur de la haute technocratie, de la couche supérieure de la classe technocratique, dont la volonté de puissance s'enfle des gains accumulés durant la crise, que s'accroît le rapport de forces. La mutation est la poursuite de la lutte de classes par d'autres moyens.

16. « Je ne veux pas d'une vie entièrement numérique ». Quand tout s'arrête dans la Drôme involontairement, expérience d'une vie sans portables

27/02/2021, REPORTERRE | Corinne Morel Darleux
<https://reporterre.net/Je-ne-veux-pas-d-une-vie-entierement-numerique>

Dans la nuit du 16 au 17 février, dans la vallée de la Drôme, le feu a détruit un poste répartiteur d'Orange. Comme huit mille abonnés, notre chroniqueuse s'est réveillée sans téléphone fixe ni portable, sans wifi ni 4G. L'occasion de s'interroger sur la place du numérique dans nos vies.

(...)

Certains parlaient de « *feu criminel* » et de « *prise d'otages* ». Les articles évoquaient la sempiternelle « *ultragauche* » et rappelaient qu'une centaine d'antennes relais avaient été dégradées l'année dernière, sans mention des causes ni des revendications.

(...)

Qu'elle soit d'origine volontaire, accidentelle ou naturelle, chaque panne devrait nous fournir matière à réflexion et, plutôt que de réclamer une couverture accrue et son accélération avec la 5G, nous inciter à nous émanciper du tout-numérique, à regagner une marge d'autonomie et donc de sécurité.

(...)

En ville, certains distributeurs de billets ne fonctionnaient plus, les paiements par carte bleue non plus. Le buraliste se désolait de ne plus pouvoir vendre de jeux à gratter. Les fumeurs cherchaient nerveusement des pièces dans le fond de leur poche pour s'acheter un paquet. Des restaurateurs, déjà fermés pour cause de Covid, ne recevaient plus les commandes à livrer. Les commerçants sur le marché écrivaient des reconnaissances de dette sur des bouts de papier. On naviguait entre exaspération et joyeux bazar. L'exercice est édifiant sur l'omniprésence du numérique dans nos vies. Il a suffi d'un incendie pour paralyser une grande partie de l'activité.

(...)

Vivre en zone rurale, c'est bien souvent devoir composer avec une connexion défaillante. Les interruptions de réseau ne sont pas rares dans notre village. La connexion va et vient, certains jours plus que d'autres. On apprend à être patient et on s'organise en conséquence, en reportant ce qui peut attendre et en se rendant compte *in fine* que peu de choses sont réellement graves et urgentes. C'est parfois pénible, mais aussi émancipateur par bien des

aspects. C'est la raison pour laquelle j'ai toujours décliné les invitations à signer les nombreux appels adressés à Orange, demandant à l'opérateur de mieux se déployer jusqu'aux coins les plus reculés.

Parce que je ne peux m'empêcher de penser aux personnes électrosensibles pour lesquelles vivre loin des ondes est une question de santé et de survie. Parce que je n'ai pas envie de m'adapter à une vie entièrement numérique, elle l'est déjà bien assez. Parce que je suis effrayée du temps que passent nos enfants devant les écrans, aliénés à la dopamine et aux écrans de publicité. Parce que j'aime l'idée qu'il reste des endroits où le réseau ne passe pas, des espaces de liberté et de repos où aucune notification ne vient vous rappeler à l'ordre ni à la société. Parce que j'ai protesté contre le projet de la Région d'installer des relais wifi en montagne derrière chaque rocher. Parce que je tiens au droit à s'échapper de l'emprise des technologies qui nous traquent et qu'avec le projet de loi Sécurité globale, vivre loin des réseaux sera peut-être le seul moyen de ne pas être sans cesse surveillés. Parce que le numérique véhicule l'illusion de l'immatériel tout en consommant des quantités astronomiques de matière et d'énergie qu'on devrait de toute urgence économiser. Et parce que j'ai connu le temps où on faisait sans et qu'un jour peut-être il faudra de nouveau s'en passer.

(...)

Comment ferons-nous, alors qu'avec le monde désormais à portée de clavier, nous n'ouvrons plus un dictionnaire, que nous ne mémorisons plus la date d'un film ni une recette de cuisine, que les « tutos » ont remplacé la transmission de gestes séculaires ? Que savons-nous encore faire nous-mêmes, sans la béquille des réseaux ? Quand on songe que les infrastructures ferroviaires, les réseaux d'approvisionnement en eau ou en électricité sont pilotés à distance et régis par des algorithmes, le vertige devrait nous saisir.

**Notre dépendance au numérique est certainement
une de nos plus grandes vulnérabilités.**